

# **In Extenso**

**AUDIT**

## **ASSOCIATION PAZ' A PAS**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Rue Françoise Dolto

44680 SAINTE-PAZANNE

## ***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

# In Extenso

AUDIT

## ASSOCIATION PAZ' A PAS

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Rue Françoise Dolto  
44680 SAINT-PAZANNE

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

### *Opinion*

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PAZ' A PAS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### *Fondement de l'opinion*

---

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport

# In Extenso

AUDIT

## ***Justification des appréciations***

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos travaux ont consisté à nous assurer de la conformité des financements perçus, subventions et concours publics, ainsi que des coûts engagés.

## ***Vérifications spécifiques***

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de la trésorière et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels adressés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport financier. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

## ***Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels***

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## ***Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**In Extenso**  
**AUDIT**

Fait à Saint Herblain, le 23 mai 2025  
Le Commissaire aux Comptes

**IN EXTENSO AUDIT**

Julien BARBEAU

DocuSigned by:  
CRD93D3FDA849F

*Commissaire aux Comptes - Associé*

*Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe*

BILAN ACTIF

	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val, similaires	14 956	8 409	6 547	7 235
Fonds commercial ( 1 )				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	36 255	21 754	14 501	13 362
Autres immobilisations corporelles	75 891	53 851	22 040	23 847
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières ( 2 )</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	11 423		11 423	11 423
Autres immobilisations financières	5 000		5 000	2 750
<b>TOTAL ( I )</b>	<b>143 525</b>	<b>84 014</b>	<b>59 511</b>	<b>58 616</b>
<b>Comptes de liaison</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	690		690	0
<b>Créances d'exploitation ( 3 )</b>				
Créances usagers et comptes rattachés	49 061	9 200	39 861	33 532
Autres créances	116 928		116 928	132 643
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	547 200		547 200	537 041
Charges constatées d'avance ( 3 )	8 340		8 340	7 854
<b>TOTAL ( II )</b>	<b>722 219</b>	<b>9 200</b>	<b>713 019</b>	<b>711 070</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices ( III )				
Primes de remboursement des emprunts ( IV )				
Ecarts de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL GENERAL ( I à V )</b>	<b>865 744</b>	<b>93 214</b>	<b>772 530</b>	<b>769 686</b>
( 1 ) dont droit au bail				
( 2 ) dont à moins d'un an				
( 3 ) dont à plus d'un an				
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

**BILAN PASSIF**

	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
	Net	Net
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	55 780	55 780
Dont legs et don. Avec contrepartie d'actifs immo., subv. D'invest. Affectés à des biens renouvelables		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	35 000	25 000
Report à nouveau	289 245	277 251
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE ( excédent ou déficit )</b>	33 083	21 994
<b>Autres fonds associatifs</b>		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultats sous contrôle des tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	7 963	10 545
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires ( Comodat )		
<b>TOTAL ( I )</b>	<b>421 071</b>	<b>390 570</b>
<b>Comptes de liaison ( II )</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	19 171	
Provisions pour charges	165 723	150 370
<b>TOTAL ( III )</b>	<b>184 894</b>	<b>150 370</b>
<b>FONDS DEDIES</b>		
Sur subventions de fonctionnement	400	1 300
Sur autres ressources		
<b>TOTAL ( IV )</b>	<b>400</b>	<b>1 300</b>
<b>DETTES ( 1 )</b>		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ( 2 )		
Emprunts et dettes financières divers ( 3 )		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 553	34 734
Dettes fiscales et sociales	126 465	115 571
Dettes immobilisations et comptes rattachés	90	
Autres dettes	14 057	74 601
Produits constatés d'avance ( 1 )	0	2 540
<b>TOTAL ( V )</b>	<b>166 165</b>	<b>227 446</b>
Ecart de conversion passif ( VI )		
<b>TOTAL GENERAL ( I à VI )</b>	<b>772 530</b>	<b>769 686</b>
( 1 ) Dont à moins d'un an ( A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours )	166 165	227 446
( 1 ) Dont à plus d'un an ( A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours )		
( 2 ) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
( 3 ) dont emprunts participatifs		
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2024	31/12/2023
	Total	Total
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	799 364	752 848
<b>MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>799 364</b>	<b>752 848</b>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	609 097	540 036
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	50 936	44 532
Collectes		
Cotisations	8 140	8 780
Autres produits	7 245	6 118
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION ( 1 )</b>	<b>1 474 782</b>	<b>1 352 314</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks ( marchandises )		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stocks ( matières premières et autres approvisionnements )		
Autres achats et charges externes ( 2 )	238 692	221 073
Impôts, taxes et versements assimilés	53 737	53 575
Salaires et traitements	844 145	835 544
Charges sociales	241 711	211 485
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	14 481	13 821
Dotations aux dépréciations sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	9 200	6 747
Dotations aux provisions pour risques et charges	34 524	4 244
Autres charges	16 383	2 869
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION ( 3 )</b>	<b>1 452 873</b>	<b>1 349 358</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>21 909</b>	<b>2 956</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>		
Excédent attribué ou déficit transféré		
Déficit supporté ou excédent transféré		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations ( 4 )		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé ( 4 )		
Autres intérêts et produits assimilés ( 4 )	14 086	9 763
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>14 086</b>	<b>9 763</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées ( 5 )		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FIANCIERES</b>	<b>( VI )</b>	
<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>14 086</b>	<b>9 763</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>35 995</b>	<b>12 719</b>



## COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2024	31/12/2023
	Total	Total
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	1 707	8 149
Sur opérations en capital	2 581	3 095
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)</b>	<b>4 288</b>	<b>11 244</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	4 355	1 969
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>	<b>4 355</b>	<b>1 969</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>	<b>-67</b>	<b>9 275</b>
Impôts sur les bénéfices (IX)	2 845	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	<b>1 493 156</b>	<b>1 373 321</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX)</b>	<b>1 460 073</b>	<b>1 351 327</b>
<b>5 - SOLDE INTERMEDIAIRE</b>	<b>33 083</b>	<b>21 993</b>
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>6 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>33 083</b>	<b>21 993</b>
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs	1 707	8 149
(2) dont redevances sur crédit-bail mobilier		
dont redevances sur crédit-bail immobilier		
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs	4 355	1 969
(4) dont produits concernant des entreprises liées		
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées		
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<b>Produits</b>		
Bénévolat	5 666	
Prestations en nature	240 483	163 398
Dons en nature		
<b>TOTAL</b>	<b>246 149</b>	<b>163 398</b>
<b>Charges</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	240 483	163 398
Prestations		
Personnel bénévole	5 666	
<b>TOTAL</b>	<b>246 149</b>	<b>163 398</b>

## ANNEXE

(Article R. 123-195 à R. 123-197 du Code de commerce)

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 772.530 euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 33.083 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 25 avril 2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ne sont mentionnés dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

## PRESENTATION GENERALE

### Présentation de l'association :

L'association « Paz' à Pas » propose activités et services à vocation socio-éducative organisés autour d'un accueil de loisirs, de temps d'animation de pause méridienne, d'un accueil périscolaire, et d'une crèche.

Elle exerce son activité rue Françoise Dolto à Sainte-Pazanne.

Elle emploie 34 personnes au 31 décembre 2024.

### Faits marquants de l'exercice :

Des fermetures de classes dans les écoles privées et publiques ont eu des effets sur les fréquentations des services périscolaires notamment mais peu d'impact sur les mercredis et l'accueil de loisirs des vacances.

L'association est confrontée à des difficultés de recrutement pour pallier aux absences de salariés. Ces difficultés ont des incidences sur le fonctionnement des services et occasionnent la fermeture de places de crèche notamment et diminuent les possibilités d'accueil des enfants. La pénurie de personnel diplômé se fait ressentir principalement sur le secteur de la petite enfance.

Depuis 2022, des évolutions conventionnelles annuelles signées par les syndicats de la Branche Eclat, convention collective dont dépend notre association, ont fortement impactées les coûts de notre masse salariale. En 2024, par la signature des avenants 200 et 201, nos salariés ont bénéficié d'une valorisation de leurs salaires par l'intermédiaire d'une augmentation de la valeur du point pour l'ensemble des effectifs ainsi que par une augmentation de la prime de coupure.

Depuis septembre 2024, les temps de préparation obligatoires pour les salariés exerçant des missions de face à face éducatif et/ou pédagogique sont progressivement mis en place à hauteur de 10 %. A l'échéance de 2026, l'avenant prévoit que la proportion consacrée à la **préparation** de l'acte éducatif et/ou pédagogique devra obligatoirement à minima correspondre à 15% de la durée consacrée à l'acte éducatif et/ou pédagogique.

Suite à la publication de la loi du 22/04/24 au JO les nouvelles règles d'acquisition des congés payés en cas d'arrêt de travail sont entrées en vigueur. A ce titre, une somme de 5.171,42 € a été provisionnée pour risques et charges.

### Faits postérieurs à la clôture de l'exercice :

L'accord du 18 septembre 2024 a validé l'éligibilité de la branche Eclat au bonus attractivité. Ceci a eu pour effet à compter du 01/01/2025, la mise en place d'une indemnité « bonus attractivité » destinée aux professionnelles de la petite enfance qui interviennent au sein de notre crèche.

Une hypothèse de fermeture de 2 à 3 classes en septembre 2025 risque d'avoir une incidence sur les fréquentations des services accueil périscolaire et de loisirs.

Au 28/02/2025, la directrice de la crèche a quitté ses fonctions dans le cadre d'un départ à la retraite après 17 ans de présence au sein de notre structure. A ce titre, une indemnité de départ a été versée conformément aux dispositions conventionnelles.

Au cours du mois de janvier 2025, la CAF est intervenue sur notre structure afin de procéder aux contrôles du service Accueil Collectif de Mineurs et des données déclarées relatives aux fréquentations de ce service sur l'année 2022. Un indu de 14.057,86 € a été constaté et passé dans les comptes de charges de gestion courante de l'exercice 2024.

Suite à ce premier contrôle sur l'année 2022, il en ressort une forte probabilité de contrôle sur l'année 2023 par la CNAF. De ce fait, par mesure de prudence, une provision supplémentaire équivalente à 2022, est enregistrée dans les comptes de l'exercice 2024.

EFFECTIF MOYEN

( Articles R.123-195 et R.123-196 du code de commerce )

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	3	
Agents de maîtrise et techniciens	7	
Employés	20	
Ouvriers		
Total	30	0

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

Ces comptes annuels ont été établis au 31 décembre 2024.

## **Conventions comptables**

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

## **Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leurs coût d'acquisition ( Prix d'achat et frais accessoires ) ou à leur coût de production.

Selon les termes du règlement C.R.C du 03/11/2005, il est fait application de l'annexe simplifiée.

En conséquence, les principes suivants sont appliqués :

- Amortissement des immobilisations non décomposables selon la durée d'usage ;
- Approche par la méthode des composants et prise en compte de la valeur résiduelle dès lors qu'elles sont significatives et déterminées de manière fiable.

- Logiciels	2 à 3 ans
- Matériel et outillage	3 à 5 ans
- Mobilier de bureau	2 à 5 ans

## **Immobilisations financières**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

## **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement CAF sont intégrées au résultat par quote-part au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent.

**Aides à l'emploi**

Les aides versées par l'ASP ( ex CNASEA ) sont imputées dans un compte de transfert de charges, et non dans un compte de subvention d'exploitation.

**Fonds dédiés**

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice au compte de résultat dans les produits, n'a pas pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisme envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » ( compte 6894 ) et au passif sous le compte « fonds dédiés » ( compte 194 ).

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « Report des ressources non utilisées sur les exercices antérieurs » ( compte 7894 ).

**Contributions volontaires**

L'association bénéficie de mise à disposition gratuite de la part de la communauté d'agglomérations de Pornic « Agglomération Cœur Pays de Retz » dont le détail est le suivant :

Fluide (eau, électricité et gaz)	158.917,75 €
Mise à disposition du personnel	28.428,37 €
Mise à disposition des modulaires	53.136,68 €
<b>TOTAL</b>	<b>240.482,80 €</b>

Les locaux mis à disposition sont la maison de l'enfance « Daniel Thébaut » rue Françoise Dolto (bâtiment fixe + modulaires), le restaurant scolaire des Barottards, rue de l'Escale et ponctuellement des salles municipales.

Pour l'exercice 2024, les heures de bénévolat sont estimées à 334,24 heures, valorisées au SMIC horaire majoré de 43 % de charges sociales.

**Fiscalité de l'association**

Les activités de l'association ne sont pas fiscalisées.

**Engagements de départ à la retraite**

Le montant de l'engagement en matière de retraite est à la clôture de 165.723 €.  
Cet engagement fait l'objet d'une reprise sur provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue par collèges :

- Un premier collège regroupe les salariés de moins de 50 ans et 10 ans d'ancienneté
- Un second collège regroupe les salariés de plus de 50 ans et 10 ans d'ancienneté qui compte tenu de ces critères sont fortement susceptibles de finir leur carrière au sein de cette structure.

**Premier collège :**

Estimation de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels au jour du départ à la retraite, proratisé à la date de calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice 2023) en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel)
- Données spécifiques à l'association (convention collective, hypothèses de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisible du personnel et taux de charges sociales)
- Taux d'actualisation de 3,38 %.

Second collège :

Estimation de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date de calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge légal en tenant compte des éléments suivants paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de départ à la retraite, ancienneté, statut, salaire brut annuel) et taux d'actualisation de 3,38 %.

**Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés**

Selon l'article 20 de la loi n°2006-486 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement collectif, nous vous informons que les cadres dirigeants bénévoles et salariés n'ont reçu aucune rémunération et n'ont bénéficié d'aucun avantage en nature pour cet exercice.

Par ailleurs, la mention de la rémunération des dirigeants salariés conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

## TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	55 780			55 780
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de prise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	25 000	10 000		35 000
Report à nouveau	277 251	11 994		289 245
Résultat de l'exercice	21 994	33 083	21 994	33 083
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- apports				
- legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultat sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	10 545	0	2 582	7 963
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires ( Comodat )				
<b>Total</b>	<b>390 570</b>	<b>55 077</b>	<b>24 576</b>	<b>421 071</b>

## TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Subventions CAF et MSA	1300	1300	900	0	400
<b>Total</b>					

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels					
<b>Total</b>					
Legs et donations					
<b>Total</b>					
<b>Total</b>					

DETAIL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Répartition par nature de charges		31/12/2024 Débit	31/12/2023 Débit
860 - Secours en nature ( alimentaires, vestimentaires, ... )	Total		
861 - Mise à disposition gratuite de biens ( locaux, matériels, ... )		240483	163 398
	Total	240 483	163 398
862 - Prestations	Total		
864 - Personnel bénévole		5666	
	Total		
TOTAL		240 483	163 398

Répartition par nature de ressources		31/12/2024 Crédit	31/12/2023 Crédit
870 - Bénévolat	Total	5666	
871 - Prestations en nature		240 483	163 398
	Total	240 483	163 398
875 - Dons en nature	Total		
TOTAL		240 483	163 398



## PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

( Articles R.123-195 et R.123-196 du code de commerce )

Produits constatés d'avance	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation	0	2540
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>2540</b>

Charges constatées d'avance	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'exploitation	8 340	7 854
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
<b>Total</b>	<b>8 340</b>	<b>7 854</b>

## PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

( Articles R.123-195 et R.123-196 du code de commerce )

Produits exceptionnels	Montant	Imputé au compte
Produits sur exercices antérieurs	1 707	772000
Quote-part de subvention d'investissement	2 581	777000
Reprise sur provision pour risque social	0	787000
<b>Total</b>	<b>4 288</b>	

Charges exceptionnelles	Montant	Imputé au compte
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	4 355	672000
Provision pour risques et charges	19 171	681500
<b>Total</b>	<b>23 526</b>	

PRODUITS A RECEVOIR

( Articles R.123-195 et R.123-196 du code de commerce )

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	115 799	129 837
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	115 799	129 837

CHARGES A PAYER

( Articles R.123-195 et R.123-196 du code de commerce )

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dette financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 309	9 777
Dette fiscales et sociales	81 382	76 455
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :	0	0
Total	94 691	86 232

## ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts ( 1 )		11 423	11 423	
Autres immobilisations financière				
<b>De l'actif circulant</b>				
Clients, usagers, adhérents douteux ou litigieux		9 200	9 200	
Autres créances clients, usagers, adhérents		39 861	39 861	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Débiteurs divers		116 928	116 928	
Charges constatées d'avance		8 340	8 340	
<b>Total</b>		<b>185 752</b>	<b>185 752</b>	

( 1 ) Dont prêts accordés en cours d'exercice

( 1 ) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles ( 1 )					
Autres emprunts obligataires ( 1 )					
Emprunts et dettes auprès 'établissements de crédit : ( 1 )					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses ( 1 )					
Fournisseurs et comptes rattachés		25 553	25 553		
Personnel et comptes rattachés		54 884	54 884		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		61 310	61 310		
Impôts sur les bénéfices		2 845	2 845		
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés		7 426	7 426		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Confédération, fédération, union, associations affiliées					
Autres dettes		14 057	14 057		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
<b>Total</b>		<b>166 075</b>	<b>166 075</b>		

( 1 ) Emprunts souscrits en cours d'exercice

( 1 ) Emprunts remboursés en cours d'exercice

## PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'ex.	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : Reprise ex.		Montant à la fin de l'ex.
			Utilisées	Non utilisées	
<b>Provisions réglementées</b>					
Provisions pour reconstitution gisements miniers, pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations exceptionnelles de 30 %					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
<b>Total I</b>					
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux usagers, adhérents					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires	150 370	15 353	0		165 723
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges	0	19 171	0		19 171
<b>Total II</b>	<b>150 370</b>	<b>34 524</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>184 894</b>
<b>Dépréciations</b>					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur compte clients	6 747	9 200	6 747		9 200
Autres dépréciations					
<b>Total III</b>	<b>6 747</b>	<b>9 200</b>	<b>6 747</b>	<b>0</b>	<b>9 200</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III )</b>	<b>157 117</b>	<b>43 724</b>	<b>6 747</b>	<b>0</b>	<b>194 094</b>
- d'exploitation		43 724	6 747		
Dont dotations et reprises : - financières					
- exceptionnelles					

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice ( Art. 39-1-5 du CGI )

**AMORTISSEMENTS**

<b>Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES</b>	<b>Valeur en début d'ex.</b>	<b>Augment. Dotations</b>	<b>Diminutions Sorties / Rep.</b>	<b>Valeur en fin d'exercice</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Total I</b>				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. Générales, agenc. Et aménag. Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	18 782	2 971		21 753
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport	4 441	2 317		6 758
Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 010	6 084		47 094
Emballages récupérables et divers				
<b>Total III</b>				
<b>Total II</b>	<b>5 299</b>	<b>3 110</b>		<b>8 409</b>
<b>Total III</b>	<b>64 233</b>	<b>11 372</b>		<b>75 605</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III )</b>	<b>69 532</b>	<b>14 482</b>		<b>84 014</b>

<b>Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOIR</b>							
<b>Immobilisations amortissables</b>	<b>DOTATIONS</b>			<b>REPRISES</b>			<b>Mouvements nets amort. À fin d'exercice</b>
	<b>Différentiel de durée</b>	<b>Mode dégressif</b>	<b>Amortissement fiscal exceptionnel</b>	<b>Différentiel de durée</b>	<b>Mode dégressif</b>	<b>Amortissement fiscal exceptionnel</b>	
<b>Immo. Incorporelles</b>							
Frais d'établisse.							
<b>Total I</b>							
<b>Aut. Immo. Incorp.</b>							
<b>Total II</b>							
<b>Immo. Corporelles</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. Gén., agenc., amén. Divers							
Inst. Techni., mat. Outil. Indus.							
Inst. Gén., agenc., amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. Bureau, inform., mobilier							
Emballages récup. Et divers							
<b>Total III</b>							
<b>Frais acq. Titres part.</b>							
<b>Total IV</b>							
<b>TOT. GEN. ( I+II+III+IV )</b>							

<b>Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES</b>		<b>Montant net début d'ex.</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Dotations ex. aux amort.</b>	<b>Montant net en fin d'ex.</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

## IMMOBILISATIONS

CADRE A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement et de développement	Total I		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	12 534	2 422
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	32 144		4 111
Installations générales, agencements et aménagements divers			
Matériel de transport	11 583		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	57 713		6 595
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total III	101 440		10 706
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	14 173		2 250
Total IV	14 173		2 250
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV )</b>	<b>128 147</b>		<b>15 378</b>

CADRE B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	par cession		
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et de développement ( I )				
Autres postes d'immobilisations incorporelles ( II )			14 956	
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménag. Contructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels			36 255	
Installations générales, agencements, et aménagements divers				
Matériel de transport			11 583	
Matériel de bureau et informatique, mobilier			64 308	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III		0	112 146	
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			16 423	
Total IV		0	16 423	
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV )</b>		<b>0</b>	<b>143 525</b>	